

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada**

**See herein for bid submission**

**instructions/**

**Voir la présente pour les**

## instructions sur la presentation

**d→une soumission**

NA

NAME \_\_\_\_\_

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

### Regional Individual Standing Offer (RISO)

## Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du**

fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada/Réception  
des soumissions Travaux publics et Services  
gouvernementaux Canada  
Government of Canada Building  
101 - 22nd Street East  
Suite 110  
Saskatoon  
Saskatche  
S7K 0E1

<b>Title - Sujet</b> Light and Heavy Hauling	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W0142-21X014/A	<b>Date</b> 2021-01-26
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W0142-21X014	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$STN-205-5428
<b>File No. - N° de dossier</b> STN-0-43123 (205)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Central Standard Time CST <b>on - le 2021-03-02</b> Heure Normale du Centre HNC	
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein – Voir ci-inclus	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Baessler, Nancy	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> stn205
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (306)241-2826 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (418)566-6167
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE CFB SUFFIELD CMTT, BLDG 322 RALSTON Alberta T0J2N0 Canada	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b>	
<b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b>	
<b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b>	
<b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>3</b>
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 RÉSUMÉ.....	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	4
1.4 COMPTE RENDU.....	4
1.5 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	4
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....</b>	<b>5</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	6
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....	7
2.5 LOIS APPLICABLES .....	8
2.6 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS .....	8
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....</b>	<b>9</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....	9
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>11</b>
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION .....	11
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>12</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE .....	12
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	12
<b>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES .....</b>	<b>14</b>
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	14
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE - PREUVE DE DISPONIBILITÉ - AVANT L'ÉMISSION DE L'OFFRE À COMMANDES .....	14
<b>PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....</b>	<b>15</b>
<b>A. OFFRE À COMMANDES.....</b>	<b>15</b>
7.1 OFFRE.....	15
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	15
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	15
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES .....	16
7.5 RESPONSABLES.....	16
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	17
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS .....	17
7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE .....	17
7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES .....	18
7.10 LIMITATION FINANCIÈRE.....	18
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	18
7.12 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	19
7.13 LOIS APPLICABLES .....	19
7.14 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	19

---

<b>B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>19</b>
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	19
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	19
7.3 DURÉE DU CONTRAT.....	20
7.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	20
7.5 PAIEMENT .....	20
7.6 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	20
7.7 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i> .....	21
7.8 EXIGENCES PARTICULIÈRES EN MATIÈRE D'ASSURANCE .....	21
7.9 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS .....	21
<b>ANNEXE « A » .....</b>	<b>23</b>
ÉNONCÉ DES TRAVAUX .....	23
<b>ANNEXE « B » .....</b>	<b>27</b>
BASE DE PAIEMENT .....	27
<b>ANNEXE « C » .....</b>	<b>35</b>
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	35
<b>ANNEX « D » .....</b>	<b>36</b>
<b>ASSURANCE .....</b>	<b>36</b>
<b>ANNEX « E » .....</b>	<b>39</b>
RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES .....	39
<b>ANNEXE « F » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES .....</b>	<b>40</b>
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	40

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;  |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;   |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;   |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et  |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :<br><br>7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

### **1.2 Résumé**

On souhaite établir une offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) pour la fourniture de tout le matériel, les biens (p. ex. eau), l'équipement, la main-d'œuvre, les outils, les services et la supervision nécessaires pour effectuer la livraison, le chargement, le déplacement et le déchargement des véhicules militaires chenillés (chars) et d'autres chargements. Les véhicules militaires chenillés pèsent jusqu'à 80 000 kg et doivent être déplacés sur des autoroutes et des routes provinciales en respectant les restrictions en matière de poids de l'Alberta Transportation et du comté Cypress en partance et en provenance de certains endroits précis du secteur d'entraînement de la base des Forces canadiennes (BFC) Suffield et du territoire de la BFC Suffield. Comme décrit aux présentes, la base des Forces canadiennes Suffield à Ralston (Alberta) du ministère de la Défense nationale, y compris l'Unité d'entraînement de l'Armée britannique Suffield (BATUS), ainsi que Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC), peuvent nécessiter jusqu'à quatre (4) tracteurs semi-remorques avec conducteurs en même temps pour déplacer de l'équipement, selon des besoins ponctuels pendant la période de l'offre à commandes.

---

La présente convention d'offre à commande sera d'une durée de trois (3) ans, avec deux (2) périodes d'options d'une (1) année chacune.

La présente demande d'offre à commandes (DOC) permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postal de la Société canadienne des postes pour présenter leur offre par voie électronique. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC (Instructions à l'intention des offrants) et la partie 3 (Directives de préparation des offres) pour obtenir plus d'information sur l'utilisation de cette méthode.

### **1.3 Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>.)

### **1.4 Compte rendu**

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

### **1.5 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)**

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

## **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2020-05-28) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours  
Insérer : 120 jours

#### **2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA***

M0019T (2007-05-25), Prix et(ou) taux fermes

### **2.2 Présentation des offres**

Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la DOC. Les offrants doivent acheminer leur offre à l'endroit suivant :

**Unité de réception des soumissions de la région de l'Ouest de TPSGC**

Les fournisseurs sont fortement encouragés à soumettre leurs offres par voie électronique, en utilisant l'application Connexion postel de Postes Canada, pour répondre à cette demande de soumission. L'offrant doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postel à l'adresse suivante:

[roreceptionSoumissions.wrbidreceiving@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:roreceptionSoumissions.wrbidreceiving@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

**Remarque :** Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2006](#), ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postel si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel. Il incombe à l'offrant de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postel est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande d'offre à commandes.

Les soumissions télécopiées seront acceptées au 1-418-566-6167.

Les soumissions en format papier (remis en personne ou par la poste ou par messagerie) ne seront pas acceptées dans le cadre de cette demande de soumission.

## 2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

### Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui ( ) Non ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

**Oui ( ) Non ( )**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

### 2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas



---

répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

## 2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

## 2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les offrants potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrants à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
  - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les offrants devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrants devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

---

## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

### **3.1 Instructions pour la préparation des offres**

Les fournisseurs sont fortement encouragés à soumettre leurs offres par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation. L'offre doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique

Section II : Offre financière

Section III : Attestations

Section IV : Renseignements supplémentaires

Les soumissions télécopiées seront acceptées au 1-418-566-6167.

Les soumissions en format papier (remis en personne ou par la poste ou par messagerie) ne seront pas acceptées dans le cadre de cette demande de soumission.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

#### **Section I : Offre technique**

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

#### **Section II : Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.

##### **3.1.1 Paiement électronique de factures - offre**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « F » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

N° de l'invitation - Solicitation No.

W0142-21X014/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W0142-21X014

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

STN205

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

Si l'annexe « F » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

### **3.1.2 Fluctuation du taux de change**

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

### **Section III: Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

## PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

#### 4.1.1 Évaluation technique

##### 4.1.1.1 Critères techniques

- a) Capacité d'accomplir tous les travaux décrits à l'annexe A, Énoncé des travaux.

#### 4.1.2 Évaluation financière

##### 4.1.2.1 Le prix évalué sera établi à l'aide des calculs suivants :

###### A. Période initiale

Article 1a i + 1a ii + 1a iii + 1a iv + 1a v + 1b i + 1b ii + 1b iii + 1b iv + 1b v + 1c i + 1c ii + 1c iii + 1c iv + 1c v + 1d + 1e + 1f + 1g + 2a + 2b + 2c + 2d + 2e + 2f + 2g + 2h = Total A

###### B. Période d'option 1

Article 1a i + 1a ii + 1a iii + 1a iv + 1a v + 1b i + 1b ii + 1b iii + 1b iv + 1b v + 1c i + 1c ii + 1c iii + 1c iv + 1c v + 1d + 1e + 1f + 1g + 2a + 2b + 2c + 2d + 2e + 2f + 2g + 2h = Total B

###### C. Période d'option 2

Article 1a i + 1a ii + 1a iii + 1a iv + 1a v + 1b i + 1b ii + 1b iii + 1b iv + 1b v + 1c i + 1c ii + 1c iii + 1c iv + 1c v + 1d + 1e + 1f + 1g + 2a + 2b + 2c + 2d + 2e + 2f + 2g + 2h = Total C

Total A + Total B + Total C = **Total Prix évalué**

Clause du *Guide des CCUA* [M0222T](#) (2016-01-28), Évaluation du prix – offrans établis au Canada et à l'étranger.

### 4.2 Méthode de sélection

- 4.2.1 Une soumission doit respecter toutes les exigences de la demande de soumissions pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

---

## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations exigées avec l'offre**

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

#### **5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### **5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

#### **5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée**

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### **5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre**

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » ) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

N° de l'invitation - Solicitation No.

W0142-21X014/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W0142-21X014

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

STN205

N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

---

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

---

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
  - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
  - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
  - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

### **6.2 Exigences en matière d'assurance - preuve de disponibilité - avant l'émission de l'offre à commandes**

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe E si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

## **PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

#### **7.1 Offre**

**7.1.1** L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

#### **7.2 Exigences relatives à la sécurité**

**7.2.1** Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C ;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

#### **7.3 Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### **7.3.1 Conditions générales**

2005 (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

##### **7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.



L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe E. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
- deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
- troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
- quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

## **7.4 Durée de l'offre à commandes**

### **7.4.1 Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du **2021-05-01** au **2024-04-30**.

### **7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) période supplémentaire d'un (1) an à partir du mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

## **7.5 Responsables**

### **7.5.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nancy Baessler, Spécialiste des achat  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Saskatoon, SK

Téléphone : 306 241 2826

Courriel : [nancy.baessler@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:nancy.baessler@pwgsc-tpsgc.gc.ca)

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

### 7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

*Determiner*

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### 7.5.3 Représentant de l'offrant

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

### 7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### 7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :  
Department of National Defence.

### 7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
  - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
  - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)

- PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
- PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
- la description et le prix unitaire de chaque article;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

### 7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser **100,000.00\$** (taxes applicables incluses).

### 7.10 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de \_\_\_\_\_ \$, (*taxes applicables exclues*) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 4 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

### 7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2020-05-28), Conditions générales - services (complexité moyenne)
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- h) l'Annexe « E », Exigences en matière d'assurance;

i) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_

## **7.12 Attestations et renseignements supplémentaires**

### **7.12.1 Conformité**

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

### **7.13 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### **7.14 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)**

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.1 Énoncé des travaux**

L'offreur offre de satisfaire à l'exigence conformément à l'énoncé de travail à l'annexe « A ».

### **7.2 Clauses et conditions uniformisées**

#### **7.2.1 Conditions générales**

2010C (2020-05-28), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2020-05-28), Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

### 7.3 Durée du contrat

#### 7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être réalisés durant la période du \_\_\_\_\_ (*indiquer la date du début des travaux*) au \_\_\_\_\_ (*indiquer la date de la fin des travaux*).

### 7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### 7.5 Paiement

#### 7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un(des) prix unitaire(s) ferme(s)précisé(s) dans l'annexe B. Les droits de douane sont et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

#### 7.5.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2017-08-17), Limite de prix

#### 7.5.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* [H1000C](#) (2008-05-12), Paiement unique

#### 7.5.4 Clauses du *Guide des CCUA*

A9117C (2007-11-30), T1204 – demande directe du ministère client  
C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

#### 7.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

*Déterminer*

### 7.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous

---

les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

2. Chaque facture doit être appuyée par:
- une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
  - une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
  - une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance;
  - une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

3. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

## **7.7 Clauses du *Guide des CCUA***

A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes  
B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires

## **7.8 Exigences particulières en matière d'assurance**

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## **7.9 Règlement des différends**

- Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.

N° de l'invitation - Solicitation No.

W0142-21X014/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W0142-21X014

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

STN205

N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

- 
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

## **ANNEXE « A »**

### **ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

On souhaite établir une offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) pour la fourniture de tout le matériel, les biens (p. ex. eau), l'équipement, la main-d'œuvre, les outils, les services et la supervision nécessaires pour effectuer la livraison, le chargement, le déplacement et le déchargement des véhicules militaires chenillés (chars) et d'autres chargements. Les véhicules militaires chenillés pèsent jusqu'à 80 000 kg et doivent être déplacés sur des autoroutes et des routes provinciales en respectant les restrictions en matière de poids de l'Alberta Transportation et du comté Cypress en partance et en provenance de certains endroits précis du secteur d'entraînement de la base des Forces canadiennes (BFC) Suffield et du territoire de la BFC Suffield. Comme décrit aux présentes, la base des Forces canadiennes Suffield à Ralston (Alberta) du ministère de la Défense nationale, y compris l'Unité d'entraînement de l'Armée britannique Suffield (BATUS), ainsi que Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC), peuvent nécessiter jusqu'à quatre (4) tracteurs semi-remorques avec conducteurs en même temps pour déplacer de l'équipement, selon des besoins ponctuels pendant la période de l'offre à commandes.

#### **Transport lourd spécialisé**

Pour le transport lourd, les véhicules suivants peuvent être requis :

##### **Tracteur et remorque**

- i) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 32 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur;
- ii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 40 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur;
- iii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 48 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur;
- iv) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 64 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur.

Voir le « Tableau des dimensions des véhicules » ci-dessous.

#### **Transport léger**

Le transport peut être nécessaire pour charger, déplacer et décharger des cargaisons ou de l'équipement vers d'autres destinations au besoin. Ces destinations peuvent être notamment l'aéroport de Calgary, la région de Calgary, la BFC Wainwright ou la BFC Edmonton.

Les véhicules suivants peuvent être requis pour le transport léger :

##### **Divers types de tracteurs et de remorques comme, notamment :**

- i) Tracteurs et remorques à plateau;
- ii) Tracteurs et remorques à plateau surbaissé;
- iii) Camion à conteneur sec et remorques frigorifiques, ou autre au besoin;
- iv) Camion-citerne homologué pour le transport d'eau potable, fourni par la BFC Suffield ou acheté dans l'éventualité d'une interruption de l'alimentation en eau.



---

## Réunions

Afin que le Code canadien du travail (CCT) et les règles de sécurité générales soient respectés à la BFC Suffield, l'officier de sécurité générale de la base (OSGB) offre régulièrement des séances d'information sur la sécurité à la BFC Suffield. Tout le nouveau personnel de l'entrepreneur ou les nouveaux entrepreneurs doivent participer à la séance d'information. La présence à une séance de recyclage sera exigée une fois par année.

Les entrepreneurs qui effectuent des travaux sur le champ de tir doivent participer à une séance d'information sur la sécurité au champ de tir avant d'y accéder. Cette séance d'information est offerte plusieurs fois par année par le personnel de contrôle du champ de tir. Les entrepreneurs doivent participer à la séance d'information chaque année afin d'obtenir un rappel et une mise à jour des exigences sur le champ de tir ou des politiques s'y rattachant.

## Conditions spéciales

1. Les véhicules chenillés doivent être déplacés de divers endroits, y compris du terminal ferroviaire près de l'intersection de l'autoroute 1 et de l'autoroute 884, vers la base et jusqu'au champ de tir. L'équipement sera requis à divers moments pendant la période du contrat en fonction de l'horaire d'entraînement.
2. Les types de véhicules chenillés et leurs dimensions sont indiqués ci-dessous, mais ne se limitent pas à cette liste.
3. Les véhicules devront peut-être voyager sur des routes de gravier.
4. Des membres du personnel qualifiés du ministère de la Défense nationale, de RDDC ou du BATUS seront disponibles pour aider et/ou charger/décharger les véhicules et pour les escorter sur le champ de tir au besoin.
5. La Couronne se réserve le droit d'inspecter et/ou de rejeter l'équipement d'un entrepreneur si elle juge que l'équipement en question est abîmé ou en mauvais état (p. ex. : pneus usés, équipement nécessitant des réparations, conduites hydrauliques présentant des fuites, etc.).
6. L'entretien de l'équipement de l'offrant incombe à celui-ci.
7. Les frais de livraison/récupération ne peuvent s'appliquer qu'une seule fois pendant la période de location. Les frais de remorquage et de remplacement en cas de panne ne sont pas assumés par la Couronne; ils sont à la charge de l'offrant. Si un tracteur semi-remorque tombe en panne, le client cesse d'être facturé jusqu'à l'arrivée d'une unité de rechange. Aucuns frais de livraison ne seront facturés au client pour le véhicule de rechange.
8. Si l'appel de service est annulé mais qu'il est établi que l'équipement est déjà en route, l'offrant recevra le montant équivalent aux frais de livraison du véhicule, comme il est indiqué dans la base de paiement fournie aux présentes. Si l'entrepreneur est avisé en moins de 24 heures que l'appel est annulé, et que l'équipement n'a pas quitté le terminal, il recevra un paiement forfaitaire par unité comme indiqué dans la présente.
9. Si l'offrant sous-loue de l'équipement, il doit aviser le responsable du projet à des fins d'information seulement.
10. Tous les conducteurs doivent être bien formés pour utiliser l'équipement en question conformément aux normes provinciales.

11. L'offrant doit fournir une certification de l'autorité régionale de la santé pour le transport de l'eau potable (que ce soit l'eau de la BFC Suffield ou l'eau facturable en cas d'interruption de l'alimentation en eau). La certification doit être valide et être renouvelée annuellement.
12. L'offrant doit indiquer au responsable technique le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, au plus tard une journée civile après le reçu. En situation d'urgence, le responsable technique peut demander une réponse plus rapide de la part de l'offrant.

L'annexe C, Tableau de conformité, renferme les spécifications de rendement complètes et les instructions à suivre pour que la soumission soit jugée recevable.

## DIMENSIONS DES VÉHICULES

**Les tableaux suivants indiquent certains types de véhicules que l'offrant pourrait avoir à transporter. Les types de véhicules indiqués aux présentes peuvent changer sans préavis :**

### Transport léger

(notamment)

VÉHICULE	POIDS	LONGUER	LARGEUR	HAUTEUR
AS90	44 500 KG	9,7 M	3,35 M	3,0 M
TCG	17 700 KG	7,30 M	2,92 M	2,6 M
CET (avec une fascine)	17 700 KG	7,30 M	4,6 M	3,4 M
CVRT Scimitar	8,8 T	4,95 M	2,18 M	2,12 M
CVRT Striker	8 346 KG	4,76 M	2,26 M	2,23 M
Warrior	25 400 KG	6,34 M	3,1 M	2,74 M
TVT	35 000 KG	16,2 M	4,0 M	3,9 M

### Transport lourd

(notamment)

VÉHICULE	POIDS	LONGUER	LARGEUR	HAUTEUR
Titan	70 T	14,55 M	5,30 M 4,18 (avec charrue de déminage)	4,40 M (avec pont)
Armoured Vehicles Royal Engineer Trojan	70 T	12,42 M	5,2 M avec M2 3,5 normal	4,20 M (avec charrue de déminage)
Trojan	70 T	8,5 M	3,5 M	3,42 M

N° de l'invitation - Solicitation No.

W0142-21X014/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W0142-21X014

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

STN205

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

Challenger	62,086 KG	9,80 M	3,56 M	2,95 M
Armoured Vehicles Royal Engineer Chieftain	41 700 KG	9,0 M	4,4 – 4,6 M	2,4 M
VBPP Chieftain	53 000 KG	13,2 M	4,2 M	4,1 M
VBD Challenger	61 500 KG	9,61 M	3,85 M	3,01 M
VBD Chieftain	53 500 KG	8,57 M	3,53 M	3,43 M

## ANNEXE « B »

### BASE DE PAIEMENT

**LES PRIX INDICQUÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT NE DOIVENT PAS COMPRENDRE LA TPS**

#### A. PÉRIODE INITIALE 2021-05-01 à 2024-04-30

##### 1. TRANSPORT LOURD

- a. Tarif fixe tout compris des voyages à vide par unité, du point de départ jusqu'à l'entrée principale de la BFC Suffield (autoroute 884) avec le retour (coût aller-retour par unité).

i) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 32 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot

ii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 40 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot

iii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 48 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot

iv) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 64 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot

v) Véhicule pilote. \_\_\_\_\_\$/lot

- b. Tarif fixe tout compris des voyages à vide par unité, du point de départ jusqu'à l'aéroport de Calgary et jusqu'à la région de Calgary. \_\_\_\_\_\$/lot

i) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 32 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot

ii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 40 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot

iii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 48 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot

iv) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 64 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot

v) Véhicule pilote. \_\_\_\_\_\$/lot

- c. Tarif horaire tout compris par unité, temps productif, pour le transport de l'équipement de la BFC Suffield (camp principal) au secteur d'entraînement et du secteur d'entraînement à la BFC

Suffield (camp principal), qui comprend l'équipement, le conducteur et le temps de chargement et de déchargement.

- i) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 32 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- ii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 40 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- iii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 48 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- iv) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 64 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- v) Véhicule pilote. \_\_\_\_\_\$/h
- d. Tarif horaire tout compris pour l'équipement et le conducteur pour le temps productif dépassant 10 heures de conduite par jour, avec l'approbation du responsable du site, tel que décrit à l'article 1 ci-dessus pour un même conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- e. Tarif tout compris par véhicule par heure d'attente (temps non productif qui ne comprend pas le temps nécessaire à l'entrepreneur pour faire l'entretien des camions ou réchauffer l'équipement). \_\_\_\_\_\$/h
- f. Tarif horaire tout compris par véhicule pour diabolos à 8 roues (doit comprendre le temps productif et non productif, à la demande du responsable du site). \_\_\_\_\_\$/h
- g. Tarif horaire tout compris par véhicule pour diabolos à 16 roues (doit comprendre le temps productif et non productif, à la demande du responsable du site). \_\_\_\_\_\$/h

## 2. Transport léger

- a. Tarif fixe tout compris à vide par véhicule, du point d'origine vers la BFC Suffield, et le retour (coût aller-retour par véhicule). \_\_\_\_\_\$/lot
- b. Tarif fixe tout compris à vide par véhicule, du point d'origine vers l'aéroport de Calgary et les environs, et le retour (coût aller-retour par véhicule). \_\_\_\_\_\$/lot
- c. Tarif horaire tout compris par unité, temps productif pour le transport d'équipement de la BFC Suffield au secteur d'entraînement et du secteur d'entraînement à la BFC Suffield, qui comprend l'équipement, le conducteur et le temps de chargement et de déchargement. \_\_\_\_\_\$/h
- d. Tarif horaire tout compris pour l'équipement et le conducteur pour le temps productif dépassant 10 heures de conduite par jour,

avec l'approbation du responsable du site, tel que décrit à l'article 2 ci-dessus pour un même conducteur.

\_\_\_\_\_ \$/h

e. Frais d'attente : nombre d'heures d'attente incluses par voyage.

\_\_\_\_\_ h

f. Tarifs tout compris par véhicule par heure d'attente (temps non productif qui ne comprend pas le temps nécessaire à l'entrepreneur pour faire l'entretien des camions ou réchauffer l'équipement).

\_\_\_\_\_ \$/h

g. Frais de déplacement à vide par kilomètre pour les voyages dont la destination est située à l'extérieur de la BFC Suffield.

\_\_\_\_\_ \$/km

h. Frais de charge par kilomètre pour les voyages dont la destination est située à l'extérieur de la BFC Suffield.

\_\_\_\_\_ \$/km

### 3. Locations diverses

a. L'équipement, les services et/ou les biens (p. ex. eau) qui ne sont pas énumérés aux présentes et qui sont demandés pendant la période de l'offre à commandes seront facturés au tarif standard du fournisseur pour son parc de véhicules de location, moins un rabais de \_\_\_\_\_. P. ex. : achat d'eau dans l'éventualité d'une interruption de l'alimentation en eau à la BFC Suffield.

### 4. Frais de permis pour les véhicules surdimensionnés et/ou de poids excessif

a. Frais de permis pour les véhicules surdimensionnés et/ou de poids excessif : L'entrepreneur doit se procurer tout permis additionnel, requis et approuvé par le responsable du site. Les coûts nets de ces permis seront remboursés par la Couronne. Les reçus **doivent** être annexés à la facture, à moins d'indication contraire énoncée par écrit par l'autorité contractante.

### 5. Frais de déplacement et de subsistance

Voir :

Appendice C – Repas et faux frais (Canada/É.-U.)

<https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/deplacements-reinstallation/voyages-affaires-gouvernement.html>

## B. PÉRIODE D'OPTION 1 2024-05-01 À 2025-04-30

### 1. TRANSPORT LOURD

a. Tarif fixe tout compris des voyages à vide par unité, du point de départ jusqu'à l'entrée principale de la BFC Suffield (autoroute 884) avec le retour (coût aller-retour par unité).

i) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 32 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur.

\_\_\_\_\_ \$/lot

ii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 40 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur.

\_\_\_\_\_ \$/lot

iii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 48 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur.

\_\_\_\_\_ \$/lot

- 
- iv) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 64 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot
- v) Véhicule pilote. \_\_\_\_\_\$/lot
- b. Tarif fixe tout compris des voyages à vide par unité, du point de départ jusqu'à l'aéroport de Calgary et jusqu'à la région de Calgary. \_\_\_\_\_\$/lot
- i) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 32 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot
- ii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 40 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot
- iii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 48 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot
- iv) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 64 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/lot
- v) Véhicule pilote. \_\_\_\_\_\$/lot
- c. Tarif horaire tout compris par unité, temps productif, pour le transport de l'équipement de la BFC Suffield (camp principal) au secteur d'entraînement et du secteur d'entraînement à la BFC Suffield (camp principal), qui comprend l'équipement, le conducteur et le temps de chargement et de déchargement.
- i) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 32 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- ii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 40 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- iii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 48 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- iv) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 64 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- v) Véhicule pilote. \_\_\_\_\_\$/h
- d. Tarif horaire tout compris pour l'équipement et le conducteur pour le temps productif dépassant 10 heures de conduite par jour, avec l'approbation du responsable du site, tel que décrit à l'article 1 ci-dessus pour un même conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- e. Tarif tout compris par véhicule par heure d'attente (temps non productif qui ne comprend pas le temps nécessaire à l'entrepreneur pour faire l'entretien des camions ou réchauffer l'équipement). \_\_\_\_\_\$/h

f. Tarif horaire tout compris par véhicule pour diabolos à 8 roues (doit comprendre le temps productif et non productif, à la demande du responsable du site). \_\_\_\_\_\$/h

g. Tarif horaire tout compris par véhicule pour diabolos à 16 roues (doit comprendre le temps productif et non productif, à la demande du responsable du site). \_\_\_\_\_\$/h

## 2. Transport léger

a. Tarif fixe tout compris à vide par véhicule, du point d'origine vers la BFC Suffield, et le retour (coût aller-retour par véhicule). \_\_\_\_\_\$/lot

b. Tarif fixe tout compris à vide par véhicule, du point d'origine vers l'aéroport de Calgary et les environs, et le retour (coût aller-retour par véhicule). \_\_\_\_\_\$/lot

c. Tarif horaire tout compris par unité, temps productif pour le transport d'équipement de la BFC Suffield au secteur d'entraînement et du secteur d'entraînement à la BFC Suffield, qui comprend l'équipement, le conducteur et le temps de chargement et de déchargement. \_\_\_\_\_\$/h

d. Tarif horaire tout compris pour l'équipement et le conducteur pour le temps productif dépassant 10 heures de conduite par jour, avec l'approbation du responsable du site, tel que décrit à l'article 2 ci-dessus pour un même conducteur. \_\_\_\_\_\$/h

e. Frais d'attente : nombre d'heures d'attente incluses par voyage. \_\_\_\_\_h

f. Tarifs tout compris par véhicule par heure d'attente (temps non productif qui ne comprend pas le temps nécessaire à l'entrepreneur pour faire l'entretien des camions ou réchauffer l'équipement). \_\_\_\_\_\$/h

g. Frais de déplacement à vide par kilomètre pour les voyages dont la destination est située à l'extérieur de la BFC Suffield. \_\_\_\_\_\$/km

h. Frais de charge par kilomètre pour les voyages dont la destination est située à l'extérieur de la BFC Suffield. \_\_\_\_\_\$/km

## 3. Locations diverses

a. L'équipement, les services et/ou les biens (p. ex. eau) qui ne sont pas énumérés aux présentes et qui sont demandés pendant la période de l'offre à commandes seront facturés au tarif standard du fournisseur pour son parc de véhicules de location, moins un rabais de \_\_\_\_\_. P. ex. : achat d'eau dans l'éventualité d'une interruption de l'alimentation en eau à la BFC Suffield.

## 4. Frais de permis pour les véhicules surdimensionnés et/ou de poids excessif

a. Frais de permis pour les véhicules surdimensionnés et/ou de poids excessif : L'entrepreneur doit se procurer tout permis additionnel, requis et approuvé par le responsable du site. Les coûts nets de ces permis seront remboursés par la Couronne. Les reçus **doivent** être annexés à la facture, à moins d'indication contraire énoncée par écrit par l'autorité contractante.



## 5. Frais de déplacement et de subsistance

Voir :  
Appendice C – Repas et faux frais (Canada/É.-U.)

<https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/deplacements-reinstallation/voyages->

### C. PÉRIODE D'OPTION 2 2025-05-01 À 2026-04-30

#### 1. TRANSPORT LOURD

- a. Tarif fixe tout compris des voyages à vide par unité, du point de départ jusqu'à l'entrée principale de la BFC Suffield (autoroute 884) avec le retour (coût aller-retour par unité).
- i) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 32 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_ \$/lot
  - ii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 40 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_ \$/lot
  - iii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 48 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_ \$/lot
  - iv) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 64 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_ \$/lot
  - v) Véhicule pilote. \_\_\_\_\_ \$/lot
- b. Tarif fixe tout compris des voyages à vide par unité, du point de départ jusqu'à l'aéroport de Calgary et jusqu'à la région de Calgary. \_\_\_\_\_ \$/lot
- i) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 32 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_ \$/lot
  - ii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 40 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_ \$/lot
  - iii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 48 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_ \$/lot
  - iv) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 64 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_ \$/lot
  - v) Véhicule pilote. \_\_\_\_\_ \$/lot
- c. Tarif horaire tout compris par unité, temps productif, pour le transport de l'équipement de la BFC Suffield (camp principal) au secteur d'entraînement et du secteur d'entraînement à la BFC Suffield (camp principal), qui comprend l'équipement, le conducteur et le temps de chargement et de déchargement.

- 
- i) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 32 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- ii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 40 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- iii) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 48 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- iv) Tracteur et remorque surbaissée sur roues de 64 pi de longueur et d'au moins 10 pi de largeur avec conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- v) Véhicule pilote. \_\_\_\_\_\$/h
- d. Tarif horaire tout compris pour l'équipement et le conducteur pour le temps productif dépassant 10 heures de conduite par jour, avec l'approbation du responsable du site, tel que décrit à l'article 1 ci-dessus pour un même conducteur. \_\_\_\_\_\$/h
- e. Tarif tout compris par véhicule par heure d'attente (temps non productif qui ne comprend pas le temps nécessaire à l'entrepreneur pour faire l'entretien des camions ou réchauffer l'équipement). \_\_\_\_\_\$/h
- f. Tarif horaire tout compris par véhicule pour diablo à 8 roues (doit comprendre le temps productif et non productif, à la demande du responsable du site). \_\_\_\_\_\$/h
- g. Tarif horaire tout compris par véhicule pour diablo à 16 roues (doit comprendre le temps productif et non productif, à la demande du responsable du site). \_\_\_\_\_\$/h
- 2. Transport léger**
- a. Tarif fixe tout compris à vide par véhicule, du point d'origine vers la BFC Suffield, et le retour (coût aller-retour par véhicule). \_\_\_\_\_\$/lot
- b. Tarif fixe tout compris à vide par véhicule, du point d'origine vers l'aéroport de Calgary et les environs, et le retour (coût aller-retour par véhicule). \_\_\_\_\_\$/lot
- c. Tarif horaire tout compris par unité, temps productif pour le transport d'équipement de la BFC Suffield au secteur d'entraînement et du secteur d'entraînement à la BFC Suffield, qui comprend l'équipement, le conducteur et le temps de chargement et de déchargement. \_\_\_\_\_\$/h
- d. Tarif horaire tout compris pour l'équipement et le conducteur pour le temps productif dépassant 10 heures de conduite par jour, avec l'approbation du responsable du site, tel que décrit à l'article 2 ci-dessus pour un même conducteur. \_\_\_\_\_\$/h

- 
- e. Frais d'attente : nombre d'heures d'attente incluses par voyage. \_\_\_\_\_ h
- f. Tarifs tout compris par véhicule par heure d'attente (temps non productif qui ne comprend pas le temps nécessaire à l'entrepreneur pour faire l'entretien des camions ou réchauffer l'équipement). \_\_\_\_\_ \$/h
- g. Frais de déplacement à vide par kilomètre pour les voyages dont la destination est située à l'extérieur de la BFC Suffield. \_\_\_\_\_ \$/km
- h. Frais de charge par kilomètre pour les voyages dont la destination est située à l'extérieur de la BFC Suffield. \_\_\_\_\_ \$/km

**3. Locations diverses**

- a. L'équipement, les services et/ou les biens (p. ex. eau) qui ne sont pas énumérés aux présentes et qui sont demandés pendant la période de l'offre à commandes seront facturés au tarif standard du fournisseur pour son parc de véhicules de location, moins un rabais de \_\_\_\_\_. P. ex. : achat d'eau dans l'éventualité d'une interruption de l'alimentation en eau à la BFC Suffield.

**4. Frais de permis pour les véhicules surdimensionnés et/ou de poids excessif**

- a. Frais de permis pour les véhicules surdimensionnés et/ou de poids excessif : L'entrepreneur doit se procurer tout permis additionnel, requis et approuvé par le responsable du site. Les coûts nets de ces permis seront remboursés par la Couronne. Les reçus **doivent** être annexés à la facture, à moins d'indication contraire énoncée par écrit par l'autorité contractante.

**5. Frais de déplacement et de subsistance**

Voir :

Appendice C – Repas et faux frais (Canada/É.-U.)

<https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/deplacements-reinstallation/voyages->

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W0142-21X014/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W0142-21X014

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

STN205

N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

---

## **ANNEXE « C »**

### **LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

---

## **ANNEX « D »**

### **ASSURANCE**

#### **1. Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
  - j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
  - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
  - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
  - m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

n. Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

**Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :**

*Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

**Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :**

*Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

## **2. Assurance responsabilité civile automobile**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
  - b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
  - c. Garantie non-assurance des tiers;
  - d. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.

---

### **3. Assurance tous risques relative aux transports**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance tous risques relative à tous les transports applicables pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle et dont le montant ne doit pas être inférieur à 1,000,000\$ par envoi. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante : valeur au jour des sinistres
2. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.
3. La police d'assurance tous risques relative aux transports doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
  - b. Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
  - c. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par DND et PWGSC et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage aux biens, peu en importe la cause.

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W0142-21X014/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W0142-21X014

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID  
STN205  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## ANNEX « E »

### RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE à COMMANDES

Faire parvenir à : Nancy Baessler  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Courriel: WST-PA-SK@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Calendrier des rapports trimestriels d'utilisation:  
Premier trimestre: du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin.  
Deuxième trimestre: du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre.  
Troisième trimestre: du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre.  
Quatrième trimestre: du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars.

RAPPORT SUR LE NOMBRE D'AFFAIRES CONCLUES AVEC LES MINISTÈRES OU ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

FOURNISSEUR:  
N° DE L'OFFRE À COMMANDES W0142-21X014  
MINISTÈRE OU ORGANISME:

Période de référence

Élément n°	Description de la commande	Valeur de la commande	TPS/TVH
A) Valeur totale en dollars des commandes pour la période de référence:			
B) Commandes totales accumulées à ce jour:			
(A+B) Commandes totales accumulées:			

AUCUN RAPPORT: Nous n'avons pas conclu d'affaires avec le gouvernement du Canada pour cette période [ ]

PRÉSENTÉ PAR:

Nom:  
Numéro de téléphone:

SIGNATURE: \_\_\_\_\_ DATE: \_\_\_\_\_



N° de l'invitation - Sollicitation No.

W0142-21X014/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W0142-21X014

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

STN205

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **ANNEXE « F » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES**

### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ( ) Carte d'achat VISA ;
- ( ) Carte d'achat MasterCard ;
- ( ) Dépôt direct (national et international) ;
- ( ) Échange de données informatisées (EDI) ;
- ( ) Virement télégraphique (international seulement) ;
- ( ) Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)